

## **Conclusion générale**

L'analyse de la problématique du chômage en Algérie s'inscrit dans le cadre global d'une économie qui a connu au cours de ces trois dernières décennies de grandes mutations et de profonds changements, liés à la mise en œuvre de réformes multidimensionnelles structurelles sur le plan politique, économique et social, à l'application d'un programme d'ajustement structurel forcé (PAS) à partir de 1994 et à l'ouverture de l'économie nationale vers l'extérieur à travers la signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne en 2001.

En effet, à partir de la fin des années 1980, l'Algérie s'est engagée dans une phase de transition, passant de l'économie dirigée et planifiée à l'économie de marché caractérisée par des réformes entreprises au niveau de tous les secteurs. Sur le plan macroéconomique, ces réformes ont touché quelques agrégats macro financiers jugés indispensables pour sortir de la crise engendré par la chute du prix du pétrole et l'instauration des règles de l'économie de marché en l'occurrence, l'ajustement du taux de change, la libéralisation des prix et les importations, la réduction du rythme de l'expansion monétaire, l'ajustement des taux d'intérêt appliqués au refinancement des banques et les taux de réescompte.

Les principaux objectifs de ces programmes consistaient à améliorer des ressources en relevant la fiscalité et la compression des dépenses publiques notamment celles relatives aux traitements et salaires dans le secteur non productif et les entreprises publiques. En matière de la monnaie, ils consistaient à réduire l'expansion de la masse monétaire, relever le taux de réescompte, soutenir le nouveau cours du dinar et réduire le taux d'inflation. Sur le plan institutionnel une nouvelle législation de travail a été introduite en 1990 dans le cadre de la réforme de l'institution du marché du travail.

Pratiquement, ces réformes ont permis de rétablir les grands équilibres macroéconomiques: à aider le secteur privé à se promouvoir, à engager les entreprises publiques sur la voie de la privatisation, libéraliser le commerce, lever certaines contraintes pesant sur le secteur agricole et ce, dans une situation sécuritaire très difficile. Paradoxalement, ces réformes ont engendré une dégradation du système productif, hormis le secteur des hydrocarbures et un déséquilibre du marché du travail (compression massive des

travailleurs, dissolution des entreprises publiques, un ralentissement dans la création des emplois et par conséquent un accroissement du taux de chômage).

Pendant cette même période, les caractéristiques du marché du travail en Algérie sont restées inquiétantes: la tendance à la hausse de la population de l'Algérie depuis le début des années quatre-vingts a provoqué une forte pression sur la population active et en conséquence sur l'offre du travail. Toutefois, la population active qui augmente plus vite que la croissance démographique est marquée par une prédominance importante de la frange des jeunes par rapport aux autres catégories de la population et une féminisation croissante de l'offre de travail. D'autre part, la population active occupée est dans sa majorité salariée et s'emploie dans le secteur du commerce, les services, l'administration et le secteur des bâtiments et travaux publics. Par contre, l'emploi dans le secteur de l'industrie et l'agriculture est moins touché. Quant au chômage, il accuse de fortes inégalités entre hommes et femmes (le chômage touche plus les femmes que les hommes), entre jeunes et adultes (taux de chômage des jeunes plus élevé que celui des adultes) et aussi entre urbain et rural du fait que la disparité entre taux de chômage des actifs urbains et ruraux est notable. En outre, la persistance des déséquilibres du marché du travail a conduit à la constitution d'un secteur informel important qui se développe rapidement d'année en année et qui reste toujours un refuge pour les chômeurs qui ne trouvent pas de travail dans le secteur officiel.

Pour faire face à cette situation, les pouvoirs publics en Algérie ont envisagé une politique de création et de promotion de l'emploi s'articulant autour de la régulation institutionnelle du marché du travail, une variété de dispositifs ont été mis en œuvre afin de résorber le chômage mais dont les résultats palpables sont difficiles à quantifier réellement. Pour faire face à cette nouvelle situation et atténuer les conséquences négatives du PAS, en l'occurrence la montée de l'emploi informel et la croissance de la demande des primo-demandeurs d'emploi, les pouvoirs publics ont pris des mesures qui ont visé la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage s'articulant autour de la régulation institutionnelle du marché du travail notamment par des formules d'aides à l'emploi et les politiques du filet social. Cette politique s'est toutefois caractérisée par l'importance des emplois temporaires créés par rapport aux emplois permanents et la progression de l'emploi dans le secteur informel.

Dans ce contexte, nous avons essayé dans ce mémoire de démontrer l'impact de la mise en place du dispositif CNAC sur le marché du travail. Ainsi, il ressort de notre étude menée au sein de l'agence CNAC de Bejaia les remarques suivantes :

- Dans son effort de diversifier le nombre et la nature de ses prestations, la **CNAC** a depuis trois ans traduit dans les faits les missions principales qui lui étaient dévolues. Il s'agit pour l'essentiel de l'indemnisation des travailleurs pris en charge et de l'aide à la réinsertion ainsi que l'entend son décret de création ;
- Pour donner les caractères durables à l'ensemble de ses prestations la CNAC se propose à cette étape de son évolution de les consolider par les apports relevant à la fois de la technologie comme de la gestion et de l'organisation, cela en vue d'une plus grande efficacité ;
- Pour l'aspect technologique, l'action est déjà bien amorcée puisque depuis 1998 toutes les structures de la CNAC sont dotées de moyens informatiques performants ;
- En attendant leur exploitation optimale ces moyens font largement la preuve d'une valeur ajoutée quant à la qualité et à la rapidité d'exécution des opérations engagées par la caisse quotidiennement et à plus longue échéance ;
- Si l'accueil est destiné à conforter l'image de marque de l'institution, le contrôle et le recouvrement participent pour leur part à l'équilibre global de la caisse et à son ancrage dans l'environnement institutionnel, ils doivent lui garantir par ailleurs l'autonomie et la liberté d'action pour parfaire son premier métier et témoigner du plein essor de ses autres produits tel le micro-crédit.

Nous pouvons dire enfin que le nombre d'agences en niveau national et leurs spécificités peuvent être à la mesure de les considérer capables d'être l'intermédiaire de choix entre un secteur de la protection sociale agissante et un secteur de l'activité économique où se dessinent les perspectives d'avenir et les définitions d'un emploi rénové. Ainsi le marché du travail deviendrait une réalité tangible où chaque travailleur pourrait trouver sa place grâce à son expérience et sa compétence. Au terme de ce travail, on conclut que le chômage en Algérie n'est pas une fatalité, il suffit de cerner ses facteurs et de comprendre sa genèse pour le juguler. Les pouvoirs publics en jouent le rôle primordial en définissant des politiques économiques et sociales adéquates (tels que l'ANSEJ, l'ANEM, l'ANDI, etc.), en accroissant la productivité du travail hors hydrocarbures, par le développement et la promotion de l'investissement productif et la relance du secteur privé par la création des petites et moyennes entreprises.

## Bibliographie

### ❖ Ouvrages, Articles et communications

Adair P. et Bellache Y. (2009) Emploi informel et dispositifs publics d'aide à la création d'activités en Algérie, in Barnay T et Legendre F (eds.), *Emploi et politiques sociales*, tome I, le Harmattan, Paris, 315-329.

Adair P. et Bellache Y. (2013) Le secteur informel en Algérie : déterminants et fonctions de gain, *XXIX<sup>e</sup> journées du développement*, Association Tiers Monde, Paris, 15 p.

Algan Y. et Cahuc P. (2005) The Roots of Low European Employment: Family Culture? In Pissarides C. and Frenkel J. (eds.), *NBER International Seminar on Macroeconomics*, MIT Press, 46 p.

Arhab B. (2010) *Contribution à la réflexion sur la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage en Algérie : étude analytique et empirique*, Thèse de Doctorat, Université de Bejaia, 443 p.

ARHAB B., «Les effets sociaux de la mise en application du PAS», Cahiers de CREAD, 1999.

Arhab, B. (2004) *La question de l'emploi en Afrique du nord, tendances récentes et perspectives 2020, La lutte contre le chômage en Algérie, quelles alternatives pour les années à venir ?*, Colloque : CREAD, Alger.

Askenazy P. (2009) Prévenir des gâchis de compétences et qualifications en France, *Travail et Emploi* n° 118, avril- juin, 99-106.

Becker G. (1962) Investment in human capital: a theoretical analysis, *Journal of Political Economy*, vol.70, 9-49.

Belattaf, M. et Arhab, B. (2007), Jeunes, générations : continuités/ discontinuités/ruptures ? *Les dispositifs de lutte contre le chômage et d'insertion des jeunes femmes au marché du travail : état des lieux et perspectives à Béjaia*, Marseille 24, 25 et 26 octobre.

BENBERRA Omar et HIDOUCI Ghazi, «Algérie : prédation et Etat policier », dans comité justice pour l'Algérie, dossier n° 14, 2004, p.9.

BIT (2013) Surmonter la nouvelle crise de l'emploi, *Tendances mondiales de l'Emploi 2013*, Bureau International du Travail, Genève, 9 p.

Blanchard O. (2004) Peut-on éliminer le chômage en Europe ?, *Revue française d'économie* vol. 18, n° 4, 3-33.

Blanchard O. (2009) La Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : points d'accord et zones d'ombre, *Travail et Emploi* n° 118, avril-juin, 18-21.

BLANCHARD Olivier et COHEN Daniel, « macroéconomie », 5ème édition, Paris, Pearson Education, 2010, p.160.

Bouyacoub A. (2004) Emploi et croissance en Algérie 1990-2003, actes du colloque international sur la question de l'emploi en Afrique du Nord, CREAD, 26-28 juin, Alger.

KHAOUA Nadja, « l'entreprise, l'université et le marché du travail en Algérie : tentative d'analyse », Revue du Chercheur, n° 06/2008, université Badji-mokhtar, Annaba, 2008, p.10.

Lassassi M., Nacer-Eddine Hammouda : « Le fonctionnement du marché du travail en Algérie : population active et emplois occupés ». Revue *Région et Développement* n°35-2012.

Montoussé Marc, « Théories économiques », éditions BREAL, Paris 1999.

ONS (2014) Activité, emploi et chômage, sept. 2013, *Données Statistiques* n° 653, Alger, Office National des Statistiques, 20 p.

TALAHITE Fatiha « Réforme et transformations économique en Algérie », mémoire master, université paris 13-nord, 2010.

#### ❖ Les sites internet

- CNAS (Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés): [www.cnas.dz/SiteFrancais/index.php?p=telchrg](http://www.cnas.dz/SiteFrancais/index.php?p=telchrg)
- Ministère du Commerce, Rapport de conjoncture du ministère du Commerce, 2012. [www.mincommerce.gov.dz/fichiers12/conjoncture12/controleprati12.pdf](http://www.mincommerce.gov.dz/fichiers12/conjoncture12/controleprati12.pdf)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Objectifs et axes du plan d'action pour la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage. [www.mtess.gov.dz/mtss\\_fr\\_N/emploi/2008/OBJECTIFS%20ET%20AXES%20DU20PLAN%20D'ACTION.pdf](http://www.mtess.gov.dz/mtss_fr_N/emploi/2008/OBJECTIFS%20ET%20AXES%20DU20PLAN%20D'ACTION.pdf)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Données sur l'emploi 2008. [www.mtess.gov.dz/mtss\\_fr\\_N/emploi/2008/EMPLOI%20ET%20CHOMAGE.pdf](http://www.mtess.gov.dz/mtss_fr_N/emploi/2008/EMPLOI%20ET%20CHOMAGE.pdf)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Dossier sur l'emploi des jeunes. [www.mtess.gov.dz/mtss\\_fr\\_N/emploi/2008/PROMOTION%20DE%20L'EMPLOI%0DES%20JEUNES.pdf](http://www.mtess.gov.dz/mtss_fr_N/emploi/2008/PROMOTION%20DE%20L'EMPLOI%0DES%20JEUNES.pdf)
- ONS (Office national des statistiques), Salaires en Algérie, 598, 2010. [www.ons.dz/IMG/pdf/Publication\\_finale\\_enq.salaires\\_2010\\_.pdf](http://www.ons.dz/IMG/pdf/Publication_finale_enq.salaires_2010_.pdf)
- ONS (Office national des statistiques), Enquête sur l'emploi auprès des ménages, 2010. [www.ons.dz/IMG/pdf/PUBLICATION\\_EMPLOI\\_2010.pdf](http://www.ons.dz/IMG/pdf/PUBLICATION_EMPLOI_2010.pdf)
- ONS (Office national des statistiques), Enquête sur l'emploi auprès des ménages, 2011. [www.ons.dz/IMG/pdf/PUBLICATION\\_EMPLOI2011.pdf](http://www.ons.dz/IMG/pdf/PUBLICATION_EMPLOI2011.pdf)
- Premier ministre, Bilan des réalisations économiques et sociales de l'année 2011. [www.premier-ministre.gov.dz/media/PDF/bilan2011.pdf](http://www.premier-ministre.gov.dz/media/PDF/bilan2011.pdf)

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau N° 01</b> : Aperçu historique du chômage dans les pays développés.....	P 14
<b>Tableau N° 02</b> : Evolution des indicateurs de l'emploi en Algérie 1966-2013.....	P 26
<b>Tableau N° 03</b> : L'évolution démographique et le chômage.....	P 34
<b>Tableau N° 04</b> : Bilan cumulé du dispositif ANSEJ.....	P 41
<b>Tableau N° 05</b> : Chômeurs Promoteurs par sexe.....	P 63
<b>Tableau N° 06</b> : Chômeurs Promoteurs par groupes d'âge.....	P 64
<b>Tableau N° 07</b> : Types de chômeurs promoteurs.....	P 64
<b>Tableau N° 08</b> : Chômeurs promoteurs par diplômes obtenus.....	P 65
<b>Tableau N° 09</b> : Nombre de Promoteurs par Niveau de Qualification.....	P 66
<b>Tableau N° 10</b> : Nombre de promoteurs par niveau d'instruction.....	P 67
<b>Tableau N° 11</b> : Dispersion des chômeurs promoteurs selon la durée du chômage...	P 67
<b>Tableau N° 12</b> : Etat des Projets Financés par secteur d'activité et sexe.....	P 68
<b>Tableau N° 13</b> : Répartition des projets en exploitation par branche d'activité.....	P 69
<b>Tableau N° 14</b> : Projets financés par commune.....	P 70
<b>Tableau N° 15</b> : Etat trimestriel des projets financés par commune.....	P 71
<b>Tableau N° 16</b> : Situation des projets.....	P 71
<b>Tableau N° 17</b> : Motifs des rejets.....	P 72

**Résumé :**

Notre mémoire traite la problématique du chômage en Algérie, il vise principalement à apporter des éclaircissements sur les politiques d'emploi menées par les pouvoirs publics. Dans ce contexte, nous avons essayé dans ce mémoire de démontrer l'impact de la mise en place du dispositif CNAC sur le marché du travail dans la région de Bejaia. Notre étude de cas CNAC porte sur la région de Bejaia qui constitue l'une des wilayas où la question d'emploi et du chômage fait débat. Nous avons ainsi tenté de contribuer à la compréhension de la contribution du dispositif CNAC dans la création d'emploi dans une région, considérée dynamique par le nombre d'entreprises qui y activent ainsi que le nombre important d'emplois créés par le secteur privé. Nous tenons à indiquer que certains de nos résultats confirment ceux des travaux empiriques de certains chercheurs qui ont investi la problématique de l'emploi en Algérie. Ainsi, nous pouvons dire que la CNAC est l'un des mécanismes de création d'emplois aux côtés de l'ANSEJ, l'ANGEM et d'autres formules destinées à aider les jeunes chômeurs.

**Mots clés :** Emploi, chômage, CNAC.

**Université Abderrahmane Mira de Bejaia**

*Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de  
Gestion.*

*Département des Sciences Economiques.*

**Mémoire**

*En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences  
économiques.*

*Option : Economie du Développement et Gouvernance*

**Thème :**

***Développement et relance de l'emploi par les pouvoirs  
publics en Algérie : cas du dispositif de la CNAC dans la  
région de Bejaia***

**Réalisé par :**

*M<sup>elle</sup> KHERRAZ Wissam*

**Encadré par :**

*Mr AIT ATMANE F.*

***Promotion 2016/2017***



## ***REMERCIEMENTS***

*Je tiens à remercier vivement mon promoteur M<sup>r</sup> AIT ATMANE F. pour sa disponibilité, ses conseils et ses recommandations.*

*Au terme de ce travail qui a été effectué au niveau de la CNAC, je tiens à exprimer mes vifs remerciements à : M<sup>r</sup> MEZGHICHE, M<sup>me</sup> BOURAI, pour avoir accepté de m'encadrer et qui m'ont suivi avec bienveillance et beaucoup d'intérêt afin de réaliser ce mémoire dans des conditions favorables et le bon déroulement de mon stage.*

*Je tiens aussi à remercier tout le personnel de la CNAC ceux qui m'ont aidé de près ou de loin.*

*Wissam*

*Dédicaces*

*Je dédie ce modeste travail à mes chers  
parents*

*A ma petite sœur Malak*

*A ma grande sœur Siham*

*A mes deux frères*

*A toute ma famille*

## **Liste des abréviations**

ABC : Action des besoins collectifs

ADS : Agence de Développement Social

AED : Entreprises en Difficulté

ANEM : Agence Nationale de l'Emploi

ANDI: Agence nationale de développement de l'investissement

ANGEM : Agence nationale pour la gestion du microcrédit

ANPE : Agence nationale pour l'emploi

ANSEJ : Agence nationale pour le soutien à l'emploi des Jeunes

APSI : Agence nationale de promotion de soutien de l'investissement

BIT : Bureau international du travail

BNA: Banque nationale d'Algérie

BTP : Bâtiment et travaux publics

BTPH: Bâtiment, travaux publics et hydraulique

C.N.I: Conseil national d'investissement

C.R.E : Centres de Recherche d'Emploi

CATI: Centres d'Aide au Travail Indépendant

CALPI : Comités d'assistance, de localisation et de promotion des investissements

CNAC : Caisse nationale d'assurance chômage

CNES : Conseil national économique et social

CNUCED: Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

CPE : Contrats pré-emploi

CPI : Centre de proximité des impôts

CREAD : Centre de recherche en économie appliquée

CS : Cotisations sociales

DAS : Direction des affaires sociales

DEJ: Délégations d'Emploi des Jeunes

DIJP : Dispositif d'Insertion Professionnelle des Jeunes

EPE : Entreprises publiques économiques

EPL: Entreprises publiques locales

ESIL : Emplois salariés d'initiative locale

FMI : Fonds monétaire international

FNSEJ : Fonds national de soutien de l'emploi de jeune

IAIG : Indemnité d'Activités d'Intérêt Général

IBS : Impôt sur le bénéfice des sociétés

IDE: Investissement direct étranger

INSEE: Institut national des statistiques et des études économiques

IRG: Impôt sur le revenu global

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OIT : Organisation internationale du travail

OMC : Organisation mondiale du commerce

ONS : Office national de statistique

PAIS : Prime de l'action d'insertion sociale

PAS : Programme d'ajustement structurel

PIB : Produit intérieur brut

PID : Programmes d'intégration des diplômés

PME : Petites et moyennes entreprises

PNR : Prêt non rémunéré

PSRE : Plan de soutien à la relance économique

RGPH: Recensement général de la population et de l'habitation

SNMG: Salaire national minimum garanti

TUP-HIMO : Travaux d'Utilité Publique à Haute Intensité de Main d'œuvre

TVA: Taxe sur la valeur ajoutée

## **Table des matières**

<b>Introduction générale</b> .....	P 1
<b>Chapitre 1 : Approche théorique du marché du travail et de l'emploi</b> .....	P 5
Introduction .....	P 5
Section 1 : Généralités sur l'emploi et le chômage .....	P 6
1.1. La notion du chômage .....	P 6
1.1.1. La mesure du stock de chômeurs .....	P 7
1.1.2. Le chômage selon les pays .....	P 8
1.1.3. Chômage classique et chômage keynésien .....	P 8
1.2. Emploi et son importance .....	P 8
1.2.1. Les mesures actives .....	P 10
1.2.2. Les mesures passives .....	P 10
1.3. Le marché du travail .....	P 10
1.4. Un aperçu historique du chômage dans les pays développés .....	P 11
1.5. Les politiques d'emploi .....	P 14
Section 2 : l'analyse néoclassique du fonctionnement du marché du travail .....	P 15
2.1. Le marché du travail selon les néoclassiques .....	P 15
2.2. Les déterminants de l'offre et de la demande de travail .....	P 15
2.2.1. L'offre de travail .....	P 15
2.2.2. La demande de travail .....	P 16
2.2.3. L'ajustement sur le marché du travail .....	P 16
Section 3 : L'approche keynésienne du marché du travail .....	P 17
3.1. Le marché du travail selon Keynes .....	P 18
3.2. L'apport de la théorie keynésienne dans la lutte contre le chômage .....	P 19
Section 4 : Les nouvelles théories du marché du travail .....	P 20

4.1. La théorie du capital humain .....	P 20
4.2. La théorie du job search .....	P 21
4.3. L'introduction des apports de la théorie de l'incitation .....	P 22
4.4. Les théorie de la segmentation .....	P 23
Conclusion .....	P 24
<b>Chapitre 2 : Les dispositifs d'aide à la création d'emploi en Algérie .....</b>	<b>P 25</b>
Introduction .....	P 25
Section 1 : La problématique du chômage en Algérie .....	P 26
1.1. Aperçu et état des lieux sur l'emploi .....	P 26
1.1.1. Population active .....	P 27
1.1.2. La population occupée .....	P 27
1.1.3. La population au chômage .....	P 28
1.2. Les causes principales du chômage .....	P 28
1.2.1. Les causes directes .....	P 28
1.2.2. Les causes indirectes .....	P 29
1.2.2.1. Causes économiques .....	P 29
2.2. Causes démographiques .....	P 33
1.3. Nature et caractéristiques .....	P 35
Section 2 : Les dispositifs d'aide à la création d'emploi .....	P 38
2.1. Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeune (ANSEJ) .....	P 38
2.1.1. Missions du dispositif .....	P 38
2.1.2. Conditions d'éligibilité .....	P 39
2.1.3. Financements du dispositif ANSEJ .....	P 39
2.1.4. Aides accordées aux jeunes promoteurs .....	P 40
2.2. L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) .....	P 42
2.2.1. Missions de l'ANEM .....	P 42
2.2.2. Les type des dispositifs de l'ANEM : DAIP, un nouveau dispositif pour .....	P 43

l'insertion et l'emploi .....	
2.2.2.1. Le contrat d'insertion des jeunes diplômés (CID) .....	P 44
2.2.2.2. Le contrat d'insertion professionnelle (CIP) .....	P 44
2.2.2.3. Le contrat de formation et d'insertion (CFI) .....	P 44
2.2.3. Critères d'éligibilité .....	P 45
2.3. Agence Nationale de Gestion du Micro crédit (ANGEM) .....	P 45
2.3.1. Critères d'éligibilité au dispositif micro-crédit .....	P 45
2.4 Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) .....	P 46
2.4.1. Le dispositif CNAC et les critères d'éligibilités .....	P 47
2.4.2. Les avantages financiers offerts par la CNAC .....	P 47
2.4.3. Les avantages du dispositif de la CNAC .....	P 47
2.4.3.1. Les avantages financiers .....	P 48
2.4.3.2 Les avantages fiscaux .....	P 48
Section 3 : Analyse critique des dispositifs d'emploi .....	P 49
3.1. Des mesures durables ou un traitement temporaire ? .....	P 50
3.2. Relance économique ou paix sociale ? .....	P 51
Conclusion .....	P 53
<b>Chapitre 3: Apport du dispositif CNAC à la création de l'emploi dans la région de Bejaia</b> .....	<b>P 54</b>
Introduction .....	P 54
Section 1 : les choix méthodologiques .....	P 55
1.1. Le choix du dispositif CNAC .....	P 55
1.2. Le choix du terrain d'étude (la région de Bejaia) .....	P 56
3.3. Analyse des statistiques .....	P 57
Section 2 : Présentation du dispositif de la CNAC .....	P 57
2.1. Présentation de la CNAC .....	P 57
2.2. Objectifs et domaine d'activité de la CNAC .....	P 58

2.3. Les mesures appliquées par la CNAC .....	P 59
2.3.1. Les mesures passives .....	P 59
Section 03 : contribution de la CNAC de Bejaia à la création d'emploi .....	P 63
3.1. Les caractéristiques des chômeurs promoteurs de Bejaia .....	P 63
3.1.1. Les chômeurs promoteurs par sexe .....	P 63
3.1.2. Chômeurs promoteurs par tranches d'âge .....	P 63
3.1.3. Types de chômeurs promoteurs .....	P 64
3.2. Les chômeurs promoteurs et niveau de qualification .....	P 64
3.2.1. Les chômeurs promoteurs par diplômes obtenus .....	P 65
3.2.2. Les chômeurs promoteurs par niveau de qualification .....	P 66
3.2.3. Les chômeurs promoteurs par niveau d'instruction .....	P 66
3.3. La relation entre la durée du chômage et le nombre de chômeurs promoteurs ....	P 67
3.4. Répartition des projets de la CNAC par secteur d'activité .....	P 68
3.5. La répartition géographique des projets de la CNAC .....	P 69
3.6. Evaluation de la situation des projets de la CNAC .....	P 71
Conclusion .....	P 73
<b>Conclusion générale</b> .....	P 74
<b>Bibliographie</b> .....	P 77
<b>Liste des tableaux</b> .....	P 79



## **Introduction générale**

La question de l'emploi occupe une place centrale dans les débats économiques et politiques des sociétés contemporaines. Le chômage est un phénomène économique mais aussi social. Régler le problème du chômage et de la précarité s'avère primordial dans une société où l'emploi et le travail occupent une place centrale dans l'intégration des individus. C'est pourquoi ce thème reste d'actualité et s'inscrit dans la partie sur les regards divers, intéressant à la fois les économistes keynésiens et les économistes classiques. Cependant, la question de l'emploi a fait l'objet de nouvelles théories qui ont enrichi la compréhension du phénomène du chômage. Les théories libérales qui considèrent que le chômage est volontaire, et les théories keynésiennes, qui affirment qu'il résulte d'une insuffisance de la demande effective, s'opposent vigoureusement<sup>1</sup>.

Depuis le début des années soixante-dix, les pays européens ont été touchés par une série de chocs défavorables. Ils ont eu un impact à la fois sur la composante cyclique du chômage et sur sa composante structurelle. Parmi les chocs dont les effets ont été les plus visibles sur le chômage figurent les deux chocs pétroliers au milieu et à la fin des années soixante-dix, la hausse des taux d'intérêt réels dans les années soixante-dix, et les forts ralentissements de la productivité dès le milieu des années soixante-dix. Ce dernier choc est endogène, à la différence des deux premiers. Depuis 2007, la crise financière internationale a eu impact considérable sur l'emploi au niveau mondial (licenciements massifs, fermeture d'entreprises, bouleversement des secteurs économiques, etc.). Malgré la reprise de la croissance mondiale, la dégradation des marchés du travail des pays de l'OCDE s'est poursuivie jusqu'au en 2010. À l'exception de l'Allemagne, les pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni ont enregistré depuis le début de la crise économique et financière des destructions d'emploi d'une ampleur inédite, allant de 1,6 % pour la France à un effondrement sans précédent de près de 10 % pour l'Espagne. Dans la plupart des pays, l'industrie est le secteur qui a été le plus touché par la crise avec des destructions d'emploi atteignant les 10 %. Dans l'ensemble des pays développés, à l'exception des États-Unis, le secteur des services marchands a été relativement

---

<sup>1</sup> Montoussé Marc, « Théories économiques », éditions BREAL, Paris 1999, page 161.

épargné au cours de cette crise. Par ailleurs, certains pays ont également connu une crise immobilière (États-Unis, Japon, Royaume-Uni et surtout Espagne) détériorant l'emploi dans le secteur du bâtiment. La bulle immobilière espagnole a été particulièrement marquée, si bien que le secteur du bâtiment, qui représentait 17 % de l'emploi total avant la crise, contre 7 % en moyenne dans les autres pays étudiés. Le retournement du marché immobilier a conduit à la chute de 37 % de l'emploi dans le secteur, contre 10 % au Royaume-Uni et 20 % aux États-Unis.<sup>2</sup>

Afin de lutter contre le chômage, au niveau planétaire, les Etats essaient de mettre en œuvre diverses politiques d'emploi qui peuvent être classées en deux familles : le traitement économique ou social du chômage. Afin de faciliter les embauches, l'Etat incite les créations d'emplois grâce à des mesures spécifiques. Pour relancer la croissance (soutenir le pouvoir d'achat et stimuler l'activité), le gouvernement accorde des baisses d'impôts à certaines catégories de personnes et augmente les revenus faibles. Le suivi et la recherche d'emploi sont aidés et contrôlés par l'Etat. Des stages de formation sont financés par l'Etat pour aider certains chômeurs peu qualifiés. L'état peut décider d'aider la création d'entreprise. Diverses mesures sont prévues: formalités administratives simplifiées, allègement d'impôts, etc. L'Etat verse aussi des subventions pour encourager l'investissement. Des mesures d'insertion (stages, emplois aidés, etc.) sont destinées aux demandeurs d'emploi les plus âgés, aux chômeurs de longue durée. Il faut aussi insérer les jeunes peu formés. Des dispositifs favorisent l'entrée dans la vie active des jeunes peu ou pas qualifiés: contrat jeune en entreprise, contrat d'apprentissage, etc.

L'Algérie est un pays en voie de développement dont la grande partie de la population est jeune. Cependant, cette jeunesse subit les conséquences néfastes du chômage. Dans ce cadre, de nombreux travaux empiriques ont tenté de cerner la problématique de l'emploi et du chômage en Algérie. Nous pouvons citer à cet égard les contributions les plus importantes dans ce domaine réalisées au cours de ces dernières années. Ainsi, Musette et Hammouda (1998) analysant l'impact de la période d'ajustement structurel sur le marché de l'emploi imputent l'aggravation du chômage au cours de la période 1994-1998 aux mesures de dérégulation prises par le gouvernement pour libéraliser le marché du travail. Dans une autre étude (2003), sur les politiques publiques à mettre en œuvre pour lutter contre le chômage, les

---

<sup>2</sup> Marion Cochard, Gérard Cornilleau et Éric Heyer ; « les marchés du travail dans la crise ». Revue de l'OFCE N° 113. Avril 2010. Page 263.

mêmes auteurs rendent compte de la durée du chômage et de son évolution et en attribuent les causes aux facteurs démographiques et socio-économiques.

Dans une étude économétrique intitulée « les déterminants du chômage en Algérie », Bachir (2003), estimant la relation de Philips et la loi d'Okun pour le cas de l'Algérie montre que le taux d'inflation ainsi que le taux de croissance sont les variables explicatives du chômage en Algérie.

Sur un tout autre registre, Bounoua et Adair (2003) exploitant les données de l'enquête portant sur 1400 ménages réalisées à Tlemcen et dans d'autres villes d'Algérie, considèrent que l'emploi informel crée par les individus chômeurs joue comme une variable d'ajustement des déséquilibres induits par les réformes économiques notamment sur le plan de l'emploi. De l'autre côté Bouklia Hassan et Talahite (2007) tentant une étude analytique et descriptive du marché de travail en Algérie considèrent que la faible performance économique du pays ainsi que la faiblesse de la productivité du travail sont derrière la crise de l'emploi en Algérie.

Le gouvernement algérien a mis en place plusieurs dispositifs pour favoriser la création d'entreprises. Ces dispositifs sont gérés par les quatre organismes suivants :

- L'Agence Nationale pour le Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ) ;
- L'Agence Nationale pour la Gestion du Micro crédit (ANGEM) ;
- L'Agence pour le Développement Social (ADS),
- La Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC).

Ces organismes ont la capacité et le savoir-faire pour financer les projets de création d'entreprises qui leur sont présentés mais ne peuvent éliminer le problème du chômage définitivement. Pour y remédier l'Etat ne cesse d'améliorer sa politique d'emploi et c'est dans ce sens que nous nous interrogeons sur l'efficacité des dispositifs qui sont mis en place. Pour apporter une clarté notable sur la question d'emploi en Algérie, nous avons délimité notre champ d'étude à un seul dispositif de lutte contre le chômage (CNAC) et nous avons spécifié la région de Bejaia comme terrain d'étude. Afin de mieux cerner l'objet de notre recherche nous posons la question suivante : Dans quelle mesure le dispositif CNAC participe à la création d'emploi dans la région de Bejaia ? Autrement dit, quels sont les emplois créés par ce dispositif ?

Ce mémoire est structuré en trois chapitres.

Le premier chapitre rappelle les principales notions liées au chômage et à l'emploi (section I). Il revient également sur la situation d'emplois au niveau mondial. Ce chapitre présente aussi une synthèse des principaux travaux des économistes sur les questions d'emploi et du chômage. On fait, tout d'abord, un court détour théorique pour présenter brièvement ce que les économistes néoclassiques disent sur le marché du travail (section II). Il s'intéresse ensuite à la révolution keynésienne dans ce sens (section III). Enfin, nous tenons à présenter brièvement l'apport des nouvelles théories sur le marché du travail et de l'emploi (section IV).

Le deuxième chapitre va traiter la politique d'emploi en Algérie. C'est dans ce sens qu'il nous semble impératif de faire un état des lieux sur la situation du chômage en Algérie (section I). Dans un second temps, nous nous focaliserons sur les différents dispositifs mis en place par le gouvernement algérien afin de résorber le chômage des jeunes et relancer l'emploi à travers l'ANSEJ, l'ADS, l'ANEM, l'ANGEM et la CNAC (section II). Dans un troisième temps, nous tenons à fournir un œil critique sur l'efficacité des dispositifs et sur l'entrepreneuriat en Algérie (section III).

Enfin, le troisième chapitre retrace notre étude empirique qui consiste à évaluer l'apport du dispositif de la CNAC dans la création d'emploi au niveau de la wilaya de Bejaia. Dans ce chapitre, nous présenterons les résultats de notre stage au sein de cette institution publique chargée de favoriser l'emploi.